

CONCOURS DE PASSAGE AU GRADE DE PRATICIEN SPÉCIALISTE PRINCIPAL DE SANTÉ PUBLIQUE

Le syndicat appelle au boycott

Le Syndicat des praticiens spécialistes de santé publique (SNPSSP) appelle au boycott du concours de passage au grade de praticien spécialiste principal de santé publique.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) -
Les modalités du concours de passage au grade de praticien spécialiste principal de santé publique notamment son ouverture et la composition des jurys ont soulevé l'ire du SNPSSP. «Tels que conçus, ces arrêtés dévalorisent le concours et l'assimilent à un simple examen professionnel», a indiqué le président du syndicat, Mohamed Yousfi, hier, à Alger.

Il dénonce ainsi la décision de la tutelle de faire appel à des examinateurs relevant d'un autre secteur qui est le ministère de l'Enseignement supérieur. Pour le

syndicaliste, les candidats au concours de gradation en santé publique doivent être évalués par leurs pairs soit des praticiens spécialistes en chef et principaux, comme le stipule la réglementation. Pourtant, «le ministère de la Santé à choisi un jury composé d'hospita-lo-universitaires», précise-t-il encore. Autre «faille» des modalités du concours : la non-précision du nombre de postes ouverts et des établissements concernés.

Rejetant ces modalités, le SNPSSP appelle les praticiens spécialistes à boycotter le concours de gradation. Il exige l'annulation de



Mohamed Yousfi dénonce la décision de la tutelle.

ces arrêtés et le respect de la réglementation et des accords signés.

Pourtant, poursuit le D^r Yousfi, «les modalités d'organisation, le pro-

gramme et la composition des jurys ont été préparés par une commission mixte (ministère et SNPSSP) depuis 2004 et dont la dernière réunion remonte à décembre dernier». Le président du SNPSSP rappelle que le concours de passage au grade de praticien spécialiste principal de santé publique est «le premier depuis trente ans et l'un des rares acquis de la grève du secteur». Il interpelle ainsi les plus hautes autorités du pays pour mettre un terme à «cette grave dérive qui menace la survie du système public national de santé».

Le syndicat affirme, par ailleurs, son «maintien» et son «attachement» à la plateforme de revendications.

R. N.

SOUS-EMPLOI

Les femmes, les jeunes et les sans-diplômes particulièrement touchés

Les femmes, les jeunes et les sans-diplômes qui travaillent constituent des catégories particulièrement touchées par le sous-emploi, marginalisées fortement du point de vue économique. C'est ce que démontre une enquête de l'Office national des statistiques (ONS).

Dans la mesure où le concept de sous-emploi lié au temps de travail se base sur le nombre d'heures de travail effectuées insuffisamment par rapport au nombre d'heures souhaitées, l'ONS constate que près de deux millions de travailleurs algériens sont mal employés.

Ainsi, la population en sous-emploi par rapport au temps de travail est estimée en Algérie à 1 718 000 occupés en 2011, soit un taux de sous-emploi de 17,9% de l'ensemble de la population occupée. La population active occupée est estimée à 9 599 000 personnes, soit un taux d'occupation de 26%. Les femmes constituent 16,3% (1 561 000 occupées), en progression de plus d'un point par rapport à 2010 (15,3%), précise cette enquête de l'Office, effectuée en octobre et novembre 2011 auprès de 20 314 ménages.

Les catégories les plus affectées

Plus présent en milieu rural (18,1%) par rapport aux zones urbaines (17,8%), le sous-emploi affecte davantage les femmes, estimées à 467 000, soit 29,9% du chiffre global contre un taux de 15,6% (1 251 000) chez les hommes, relève-t-on.

Les populations les moins instruites et celles qui n'ont pas de diplôme sont les plus touchées par le phénomène avec respectivement des taux de 17,5% et 18% de l'ensemble de la population en sous-emploi.

Selon l'âge, le sous-emploi est plus présent auprès des jeunes. Il touche plus d'un jeune sur cinq âgé de moins de 30 ans.

La tranche d'âge 15-19 ans reste la plus concernée avec un taux de 22,3%, suivie par la tranche 20-24 ans avec 20,1% et, enfin, le

groupe d'âge 25-29 ans avec un taux de 19,7% du chiffre global de la population en sous-emploi.

Plusieurs professions également concernées

Par ailleurs, la même enquête de l'ONS souligne que ce phénomène (sous-emploi), selon la situation dans la profession, atteint 23% de l'emploi indépendant et un occupé sur cinq parmi les salariés non permanents, les apprentis et les aides familiaux.

Ventilé par groupes de professions, il semble affecter particulièrement les professions élémentaires sans qualifications (24,7%) mais aussi celles intellectuelles et scientifiques avec 23,5%.

Les secteurs d'activité les plus affectés sont particulièrement les industries manufacturières (21,5%) et les services non marchands (19,4%).

L'enquête fait ressortir également que le sous-emploi touche particulièrement les occupés non affiliés au régime de la Sécurité sociale, avec un taux de 21,4%.

La marginalisation socioéconomique avérée

Ces statistiques démontrent ainsi que l'économie algérienne peine à assurer le plein emploi à l'ensemble de la population en âge de travailler qui en exprime le souhait. Et cela même si le taux de chômage reste stable à 10% de la population active, soit 1 063 000

personnes inemployées. Voire, ces indicateurs démontrent clairement que les différents programmes et dispositifs d'emploi mis en œuvre encouragent davantage le précaire. En d'autres termes, le marché du travail en Algérie reste encore défaillant et développe la marginalisation de certaines catégories socioéconomiques.

Chérif Bennaceur

Le sous-emploi selon l'OIT

Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), le sous-emploi existe lorsque la durée ou la productivité de l'emploi d'une personne sont inadéquates par rapport à un autre emploi possible que cette personne est disposée à occuper et capable de faire. Il s'agit d'une défaillance du marché du travail.

L'OIT distingue plusieurs formes de sous-emploi :

- Le sous-emploi visible qui se caractérise par un nombre d'heures de travail insuffisant, reflétant une durée du temps de travail inadéquate.

- Les autres formes de sous-emploi (parfois qualifiées de sous-emploi invisible) qui se caractérisent par un revenu horaire insuffisant, un mauvais emploi des compétences professionnelles, etc., reflétant une productivité du travail inadéquate résultant d'une mauvaise répartition des ressources de main-d'œuvre ou d'un déséquilibre fondamental entre le travail et les autres facteurs de production.

Source : wikipedia.org

CONSTANTINE

Funérailles émouvantes pour les neuf victimes

Les neuf personnes mortes vendredi asphyxiées par de l'hydrogène sulfurisé accumulé, dans la partie basse d'un puits à la nouvelle ville Ali-Mendjeli, ont été inhumées hier à Constantine dans la douleur et l'émotion.

Une foule nombreuse composée des amis et des membres des familles des victimes, en sus des autorités civiles et militaires de Constantine, a rendu hommage aux défunts dont les sapeurs-pompiers qui ont rendu l'âme en tentant de sauver des vies humaines.

Dans un climat d'émoi et de consternation, la foule, toujours sous le choc, s'est rassemblée autour des corps des frères Habchi, Djamel (42 ans), Hocine (32), Samir (27), Tarek (31), Abdelmadjid (34), Chérif (41) et leur voisin, Kehoul Salih, âgé de 28 ans, pour leur rendre un dernier hommage.

L'enterrement a eu lieu au cimetière de Zouaghi en présence de plusieurs centaines de personnes, du wali de Constantine, du chef de Sûreté de wilaya et d'un représentant du directeur général de la

Protection civile dépêché depuis Alger. Il est utile de noter que la famille Habchi, meurtrie par la perte de cinq enfants, a vécu un drame similaire, douze ans auparavant lorsqu'elle avait perdu pratiquement dans les mêmes circonstances l'un de ses enfants.

A l'autre bout de la ville, au cimetière El Guemass, ont eu lieu les obsèques officielles des deux agents de la Protection civile, Brahimi Farouk, âgé de 32 ans, et Souaf Tarek, âgé de 31 ans, décédés alors qu'ils tentaient courageusement de sauver les membres de la famille Habchi et leur voisin qui effectuaient des travaux de maintenance dans le puits.

En plus des familles des défunts, plusieurs agents de la Protection civile relevant des différentes brigades de Constantine ont assisté aux funérailles de leurs camarades morts dans l'exercice de leurs fonctions.

Par ailleurs, des membres de la famille de l'un des pompiers décédé ont demandé l'ouverture d'une enquête sérieuse pour déterminer les circonstances exactes ayant conduit au décès des deux agents.

Selon ces derniers, les bouteilles d'oxygène utilisées par les victimes étaient inadéquates et peut-être même défectueuses».

Approchés hier pour connaître leur version des faits, les responsables de la Protection civile ont préféré garder le silence. Contacté par téléphone dans l'après-midi, le chargé de communication était injoignable.

Pour rappel, c'est en voulant porter secours à l'un de leurs frères, descendu dans un puits profond de 12 m, et voyant qu'il ne répondait plus à leurs appels, les autres membres sont descendus dans le puits pour ne plus remonter. Selon les indications fournies par la Protection civile, ce sont les gaz toxiques qui émanaient d'un moteur qui seraient la cause de ces décès.

Deux agents de la Protection civile dépêchés sur les lieux du drame sont morts dans les mêmes conditions.

Aussi, cinq autres pompiers gravement blessés se trouvent toujours en soins intensifs à l'hôpital régional militaire Ali-Mendjeli.

Farid Benzaid

EL TARF

7 harraga arrêtés

Agissant sur information faisant état d'émigration clandestine vers l'Italie via la région d'El Kala, les services de la Sûreté de wilaya d'El Tarf, en collaboration avec leurs collègues de la gendarmerie et les gardes-côtes, sont parvenus, il y a deux jours de cela, à arrêter 7 personnes âgées de 20 à 30 ans, un résidant à Souk Ahras, trois originaires d'El Tarf, un d'Annaba et deux ressortissants africains. Selon une source bien informée, les mis en cause s'apprêtaient à regagner l'île de Sardaigne (Italie) à partir de la zone côtière d'El Kala à bord d'une embarcation de fortune. Selon toujours la même source, les sept harraga repêchés par les gardes-côtes algériens ont été auditionnés par la police judiciaire. Selon toute vraisemblance, ils comparaitront devant la justice au courant de la semaine prochaine.

Barour Yacine

TÉBESSA

10 blessés dans un accident de la route à Chréa

Pas moins de 10 personnes ont été blessées dont 4 jugées graves dans un accident de la circulation survenu au niveau de la RN 83, à la rentrée-est de la daïra de Chréa, distante de 90 km du chef-lieu de la wilaya de Tébessa. L'accident s'est produit lorsqu'un bus assurant la liaison Tébessa-Chréa à bord duquel se trouvaient des dizaines de voyageurs a percuté de plein fouet un fourgon de type Partner, roulant en sens inverse. Les blessés ont été acheminés à bord des ambulances de la Protection civile et ceux du secteur de la santé vers l'hôpital de la ville de Chréa où ils ont reçu les soins nécessaires. Les quatre blessés graves ont été transférés vers l'hôpital du chef-lieu de la wilaya de Tébessa. Les services de la gendarmerie ont ouvert une enquête pour déterminer les causes de cet accident.

B. Y.